

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



PREMIÈRE COMMISSION, 1407<sup>e</sup>  
SÉANCE

Samedi 11 décembre 1965,  
à 10 h 55

NEW YORK

## SOMMAIRE

Point 93 de l'ordre du jour:

Question de Chypre:

a) Lettre, en date du 13 juillet 1965, du représentant de Chypre;

b) Lettre, en date du 21 juillet 1965, du représentant de la Turquie

Discussion générale ..... 347

Président: M. Károly CSATORDAY (Hongrie).

## POINT 93 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Chypre (A/C.1/L.336/Rev.1, L.341 et Add.1 et 2, L.342/Rev.2 et Add.1 et 2):

a) Lettre, en date du 13 juillet 1965, du représentant de Chypre (A/5934 et Add.1);

b) Lettre, en date du 21 juillet 1965, du représentant de la Turquie (A/5938 et Add.1)

## DISCUSSION GÉNÉRALE

1. M. KYPRIANOU (Chypre) déclare que son peuple a attendu anxieusement et patiemment le débat de l'Assemblée générale sur la question de Chypre, car ce débat, estime-t-on généralement, contribuera de façon décisive à apporter au problème une solution définitive, fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies. Pour certains, la question de Chypre n'est peut-être qu'un problème de plus que l'on pourrait commodément régler par des marchandages et des compromis. Mais le peuple chypriote ne peut accepter de transaction qui compromettrait son droit fondamental à une liberté totale, et il a décidé de placer sa confiance dans les Nations Unies, dont la Charte est avant tout destinée à protéger les droits et les intérêts des petits Etats.

2. En dépit des efforts qui ont été faits pour présenter la question de Chypre comme un problème compliqué, une analyse objective montrera qu'elle est en fait très simple. Il est regrettable et absolument inacceptable qu'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies soit placé dans une position qui implique virtuellement le déni de ses droits souverains fondamentaux; la question de Chypre se ramène simplement à savoir si un Etat admis comme Membre de l'ONU sans conditions ni réserves doit ou ne doit pas être admis à jouir des mêmes droits et des mêmes privilèges que les autres Etats Membres. Tel est l'unique problème dont la Commission est saisie; mais, comme les orateurs suivants feront sans doute allusion aux événements qui ont abouti à la crise actuelle, le représentant de Chypre tient à exposer lui-même brièvement comment le pro-

blème de Chypre a été créé et comment, en dépit de sa simplicité, on a cherché à le faire paraître compliqué.

3. A travers les âges, Chypre a été occupée par de nombreuses puissances étrangères et la situation qui existe actuellement dans le pays est le résultat de l'occupation par la Turquie et le Royaume-Uni. En 1878, l'Empire ottoman, qui occupait Chypre depuis 1571, l'a remise à la Grande-Bretagne en vertu d'un accord conclu au mépris absolu des vœux et des intérêts du peuple chypriote. Quand la première guerre mondiale a éclaté, Chypre a été annexée à l'Empire britannique, et, en 1925, elle a été formellement déclarée colonie de la Couronne britannique. Entre-temps, par le Traité de Lausanne en 1923<sup>1/</sup>, la Turquie avait solennellement renoncé à ses droits sur les anciens territoires de l'Empire ottoman, y compris Chypre. Quand Chypre a été déclarée colonie de la Couronne britannique, les habitants turcs de l'île — descendants de soldats des forces d'occupation turques et expatriés de Turquie — ont été placés devant l'alternative d'être rapatriés en Turquie ou de se fixer à Chypre de façon permanente; un certain nombre d'entre eux ont choisi de rester à Chypre. Nul n'a jamais pensé alors que la minorité turque pourrait devenir l'arbitre du destin du pays; pendant quelques années, les Turcs de Chypre se sont mêlés aux Chypriotes et ont vécu en paix et en harmonie avec eux.

4. C'est le Gouvernement du Royaume-Uni qui est responsable de la rupture de cette harmonie et des frictions survenues entre la minorité turque et le peuple de Chypre. En 1955, après avoir fait de longs et vains efforts pour obtenir sa liberté par des méthodes pacifiques, le peuple de Chypre a pris les armes contre la puissance coloniale, et le Gouvernement du Royaume-Uni, en vue d'étouffer les aspirations du peuple chypriote à l'autodétermination, a eu recours à la méthode coloniale bien connue du "diviser pour régner". Il a exploité la présence à Chypre de la minorité turque et a demandé l'aide de la Turquie elle-même pour faire obstacle à l'évolution naturelle de la situation à Chypre. Après quelque hésitation, le Gouvernement turc a accepté l'invitation d'intervenir à Chypre, au mépris des engagements solennels qu'il avait pris par le Traité de Lausanne, et certains éléments de la minorité turque de Chypre sont devenus l'instrument à la fois du colonialisme du Royaume-Uni et d'une nouvelle tendance expansionniste de la Turquie. Le Gouvernement du Royaume-Uni qui, en 1954, avait déclaré que Chypre n'accéderait jamais à l'indépendance, s'est

<sup>1/</sup> Traité de paix, signé à Lausanne le 24 juillet 1923 (Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XXVIII, 1924, No 701).

senti alors en mesure de modifier sa position et a déclaré que, si l'autodétermination était jamais appliquée à Chypre, il en résulterait un partage de l'île, car le droit à l'autodétermination serait accordé séparément à la minorité turque. Cette menace visait sans doute à décourager le peuple chypriote dans sa lutte pour la liberté; mais ses conséquences ont été tout à fait différentes: le partage de Chypre est devenu un objectif de la politique étrangère turque, et un certain nombre de Chypriotes turcs ont pris les armes contre les combattants de la liberté chypriotes, tandis que les prétendus dirigeants turcs préconisaient soit le partage, soit le maintien de la domination coloniale britannique.

5. Ces faits historiques ne sont pas les principaux critères sur lesquels l'Assemblée générale doit fonder sa décision relative à la question de Chypre — les critères essentiels sont, assurément, les principes de la Charte des Nations Unies —, mais ces faits historiques peuvent aider les membres de la Commission à comprendre comment les prétendus accords de Zurich et de Londres, qui ont été imposés à Chypre en 1959 avant son accession à l'indépendance, ont pu être conclus. On a souvent affirmé que les accords de Zurich et de Londres ont été librement signés par les représentants du peuple chypriote; mais, en vérité, les représentants du peuple chypriote ne les ont signés que parce que l'autre alternative signifiait le refus persistant de leur indépendance et de leur liberté, de nouvelles effusions de sang et, peut-être, le partage forcé de Chypre. La Constitution prévue par les accords a divisé le peuple en deux communautés sur la base de leur origine ethnique, et elle a donné à la minorité turque de Chypre, qui ne représente que 18 p. 100 de la population, le droit de veto dans les affaires étrangères, la défense nationale, la sécurité intérieure et les mesures fiscales — ce qui équivaut à un déni de la règle démocratique. Les accords ont prévu aussi le stationnement à Chypre de troupes grecques et turques, prétendument destinées à la défense de l'île; ils ont aussi donné à la Grèce, à la Turquie et au Royaume-Uni le droit d'intervenir dans l'administration intérieure de Chypre et dans ses relations extérieures avec d'autres pays. La Constitution elle-même ne peut pas être modifiée par le peuple de Chypre sans l'assentiment de ces trois puissances étrangères. Enfin, aux termes des accords, le Gouvernement du Royaume-Uni a le droit de garder sur le territoire de Chypre deux zones sous son contrôle souverain pour les utiliser comme bases militaires.

6. En résumé, les prétendus accords sont en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux du droit international et de la morale, avec les principes de la Charte des Nations Unies et avec le droit de tout Etat à la souveraineté et à l'indépendance complètes; ils autorisent des puissances étrangères à intervenir à un degré inconnu jusqu'ici, dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant Membre de l'Organisation des Nations Unies, et ils violent les principes universellement admis du gouvernement démocratique, du régime de la majorité et de l'égalité entre tous les citoyens. Au paragraphe 163 de son rapport<sup>2/</sup>, le Médiateur des Nations Unies

<sup>2/</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément de janvier, février et mars 1965*, document S/6253.

pour Chypre a lui-même décrit la Constitution de 1960, créée par les accords de Zurich et de Londres, comme un ensemble de "singularités constitutionnelles", et, au paragraphe 129, il a signalé que les difficultés auxquelles s'est heurtée l'application des traités<sup>3/</sup> signés sur la base de ces accords avaient surgi presque immédiatement après l'indépendance.

7. La population de Chypre a cependant fait de son mieux pour assurer au nouvel Etat un fonctionnement normal, mais ses efforts étaient voués à l'échec. En novembre 1963, le Président de la République de Chypre, sincèrement désireux d'améliorer la situation, a proposé 13 amendements à la Constitution, amendements qui n'impliquaient aucun des changements radicaux que la suite des événements devait rendre nécessaires, mais qui étaient plutôt destinés à éliminer quelques-uns des motifs de friction les plus manifestes. Ces amendements ont été soumis aux chefs de la minorité turque de Chypre, mais, avant même que ces derniers aient eu le temps de les examiner, le Gouvernement turc — auquel ils n'avaient pas été soumis — les avait rejetés en les déclarant inacceptables. En décembre 1963, la réaction du Gouvernement turc a été encore plus inquiétante, puisque l'organisation clandestine turque de l'île a déclenché une rébellion contre l'Etat chypriote et que les menaces d'invasion et les actes d'agression sont venus de la Turquie elle-même, qui a pris prétexte des propositions faites par le Président en vue de modifier la Constitution pour mettre à exécution un plan longuement mûri de partage de l'île.

8. Le Vice-Président et les autres membres turcs du Gouvernement chypriote se sont retirés du Gouvernement pour prendre la tête de la rébellion dirigée contre l'Etat. Le Vice-Président a publiquement déclaré à cette occasion que la République de Chypre avait cessé d'exister. Sous le prétexte faux et calomnieux que les forces du Gouvernement chypriote s'apprêtaient à exterminer la minorité turque, les agents de la Turquie dans l'île, encadrés par des officiers turcs originaires de Turquie, ont procédé à la ségrégation forcée de la population turque — non pour la protéger, comme on l'a hypocritement prétendu à l'époque, mais afin de séparer géographiquement la minorité turque du reste de la population chypriote et de préparer un partage éventuel. Le contingent turc stationné à Chypre aux termes du prétendu Traité d'alliance a prêté la main aux rebelles en quittant ses casernes et en se déployant illégalement au nord de Nicosie pour occuper en ennemi une partie du territoire; il continue d'occuper ces mêmes positions.

9. En janvier 1964, devant la situation grave due aux combats dont Chypre était le théâtre, aux menaces, aux actes d'intervention et d'agression lancés de l'extérieur et aux mouvements forcés de population, le Gouvernement du Royaume-Uni a convoqué à Londres une conférence pour rechercher une solution à ce problème. Mais, quelques jours à peine

<sup>3/</sup> Traité de garantie (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 382, 1960, No 5475); Traité relatif à la création de la République de Chypre (*ibid.*, No 5476); Traité d'alliance entre le Royaume de Grèce, la République de Turquie et la République de Chypre (*ibid.*, vol. 397, 1961, No 5712).

après l'ouverture de la conférence, il est devenu évident qu'elle avait pour but d'amener le Gouvernement chypriote à accepter l'envoi à Chypre de troupes de l'OTAN, officiellement dans le but d'y maintenir l'ordre public et d'y instituer une commission intergouvernementale chargée de donner des instructions à ces troupes. Quels qu'aient pu être les motifs et les intentions des différents pays qui ont avancé cette proposition, les représentants de Chypre se sont rendu compte qu'elle entraînerait inévitablement l'occupation de l'île par des troupes étrangères et le remplacement de l'autorité du Gouvernement chypriote par celle d'une prétendue commission intergouvernementale, qui aurait aidé les agents turcs de Chypre à poursuivre leurs plans de séparation géographique de la minorité turque. C'est d'ailleurs précisément ce que les représentants de la Turquie ont exigé lors de l'ouverture de la conférence de Londres; mais les représentants de Chypre se sont opposés à ce plan et à tous les autres plans analogues qui leur ont été soumis, et le Gouvernement chypriote a finalement réussi à porter l'affaire devant l'Organisation des Nations Unies. Il a dû pour ce faire résister aux pressions auxquelles il était soumis de différents côtés. On lui a même dit, à un certain moment, qu'un appel adressé au Conseil de sécurité serait aux yeux de la Turquie un motif suffisant pour envahir Chypre. Tout au long de cette période la menace d'invasion turque n'a jamais cessé; les avions militaires turcs ont survolé l'île, tandis que du matériel de guerre provenant de Turquie et des officiers et hommes de troupe turcs entraînés y étaient débarqués.

10. Dans sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964, le Conseil de sécurité, tout en recommandant la création d'une force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour prévenir toute reprise des combats et contribuer au retour à une situation normale, a pleinement affirmé l'autorité du Gouvernement chypriote et la souveraineté de la République de Chypre. Cependant, en dépit de la référence expresse au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, contenue dans le texte de la résolution, les Turcs ont continué à se livrer à des menaces et à des actes d'agression et d'intervention, qui ont atteint leur paroxysme lors des bombardements de Chypre, en août 1964.

11. Abstraction faite de quelques incidents, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix est parvenue à empêcher la reprise des combats, mais il lui a été impossible de s'acquitter pleinement de son mandat et d'assurer le retour à des conditions normales. La situation est en fait normale dans la zone soumise à l'autorité du gouvernement — soit plus de 98 p. 100 du territoire de la République —, mais elle ne l'est pas dans les enclaves, peu nombreuses et de faible superficie, dominées par des agents turcs, où une fraction de la minorité turque est confinée par ses prétendus dirigeants, qui recourent à cette fin à des méthodes d'intimidation et d'oppression. Presque journalièrement, des Chypriotes turcs s'échappent de ces enclaves pour rechercher la protection du gouvernement, et il n'est pas interdit aux représentants des Nations Unies à Chypre de les questionner, bien au contraire. La majorité des Chypriotes turcs vit actuellement en dehors des

enclaves dominées par les Turcs et, en dépit des provocations constantes des agents turcs, il ne s'est pour ainsi dire produit aucun incident depuis longtemps.

12. Le mandat du Médiateur des Nations Unies pour Chypre et les résultats de son travail de médiation sont deux questions qui sont plutôt de la compétence du Conseil de sécurité; mais, afin de prouver que la Turquie ne s'intéresse aucunement à la recherche d'une solution durable au problème de Chypre qui soit inspirée des principes de la Charte des Nations Unies, M. Kyprianou se voit dans l'obligation de traiter, dans sa présente déclaration, de la question de la médiation.

13. En dépit de certaines réserves, le Gouvernement chypriote considère le rapport du Médiateur des Nations Unies<sup>4/</sup> comme très constructif, et il continuera à coopérer avec M. Galo Plaza. Le Médiateur est parvenu à la conclusion que le problème ne peut être résolu par le rétablissement de la situation qui existait avant décembre 1963, mais qu'une solution nouvelle est nécessaire. Comme le souligne la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, toute solution doit être conforme à la Charte des Nations Unies et tenir compte du bien-être du peuple de Chypre tout entier. Au paragraphe 130 de son rapport, le Médiateur énumère les dispositions de la Charte qui lui semblent particulièrement pertinentes. Au paragraphe 132, il souligne que la République de Chypre est un Etat souverain et indépendant. Il exprime au paragraphe 155 l'opinion qu'en séparant physiquement la minorité de la majorité on risquerait de faire, "en désespoir de cause, un pas dans la mauvaise direction". Cette séparation est prévue implicitement dans la "fédération" préconisée par le Gouvernement turc, et qui mènerait inévitablement au partage. Or, le partage est l'objectif que la Turquie n'a cessé de viser; en fait, l'ancien Ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Erkin, a préconisé l'intégration d'une partie de Chypre à la Grèce et de l'autre partie à la Turquie. Enfin, la déclaration d'intention du Gouvernement chypriote (A/6039) tient compte, dans une large mesure, des recommandations du Médiateur sur la protection des droits des individus et des minorités.

14. Le Gouvernement turc et ses agents au sein de la communauté chypriote turque ont rejeté le rapport du Médiateur, et ils sont même allés jusqu'à déclarer qu'ils considéraient que ses fonctions de Médiateur avaient pris fin. Le commentaire le plus juste en ce qui concerne cette action est la déclaration du Secrétaire général selon laquelle, à son avis, le Médiateur n'avait aucunement outrepassé son mandat et demeurerait en fonctions<sup>5/</sup>. L'attitude du Gouvernement turc illustre une fois de plus son refus de travailler à la recherche d'une véritable solution sous les auspices des Nations Unies, au lieu de solutions fausses, élaborées en secret au sein d'autres organes où Chypre ne siège pas.

15. Etant donné les nombreuses garanties qu'elle prévoit et la reconnaissance des droits des minorités

<sup>4/</sup> Voir note No 2.

<sup>5/</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément d'avril, mai et juin 1965, document S/6267.

qu'elle contient, la déclaration d'intention du Gouvernement chypriote est un acte de bonne volonté d'une portée considérable qui démontre la sincérité de ses intentions à l'égard de toutes les minorités de Chypre, et plus particulièrement de la minorité turque. Il est permis de se demander si la Turquie serait disposée à offrir les mêmes droits et les mêmes garanties aux minorités qui vivent en Turquie. Au moment même où on l'accuse de préparer l'extermination de ses citoyens turcs, Chypre leur offre non seulement la plénitude de leurs droits fondamentaux et d'autres droits spéciaux attachés à leur condition de membres d'une minorité, mais également une représentation des Nations Unies et des garanties de la part de l'ONU.

16. Que la population autochtone de Chypre soit grecque n'est ni un secret ni un crime: c'est un fait historique. Consciente de ce que l'union de Chypre avec la Grèce peut ne pas être considérée comme politiquement souhaitable par certains pays, la Turquie s'efforce d'exploiter ce fait pour atteindre son but qui est de dénier à Chypre la pleine souveraineté et l'indépendance complète et de favoriser le partage de l'île. La Turquie était prête à accepter l'union de Chypre avec la Grèce à condition de recevoir une compensation territoriale sous une forme ou sous une autre, mais le peuple chypriote n'a pas voulu du genre d'union avec la Grèce ni des conditions d'union que souhaitaient la Turquie et certains autres pays. En 1964, la Turquie a négocié à Genève avec la Grèce sur la base du plan Acheson, qui prévoyait l'union de Chypre avec la Grèce, deux cantons turcs à Chypre et une base militaire turque à Chypre. Si cette manœuvre diplomatique de la Turquie est couronnée de succès, les Nations Unies commettront l'une des plus grandes injustices de l'histoire au détriment d'un petit Etat.

17. La question dont est saisie la Commission n'est pas de savoir si Chypre doit ou ne doit pas être unie ou associée à un autre pays, mais de savoir si cet Etat est habilité à jouir des droits que lui donne la Charte des Nations Unies, de savoir si l'on doit tolérer une ingérence dans ses affaires intérieures et de savoir s'il est sur un pied d'égalité avec les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies. Si l'on fait de Chypre un Membre de second ordre, cela risque de créer un précédent pour d'autres Etats: la cause de Chypre est celle de tous les petits Etats Membres de l'ONU.

18. M. TOSCANO (Italie) dit que le maintien de la paix en Méditerranée orientale préoccupe beaucoup son pays, qui est prêt à coopérer à un règlement définitif de la question de Chypre.

19. L'opération de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a fait cesser la guerre ouverte et a contribué au retour d'une certaine stabilité, mais les combats peuvent reprendre à un moment quelconque à la suite de la plus petite provocation: on ne peut donc laisser une situation aussi dangereuse se prolonger. Il faut ajouter que de nombreux pays ne sont pas disposés à supporter davantage le fardeau financier que représentent les contributions à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

20. C'est un préalable indispensable aux négociations qu'il y ait une amélioration de la situation locale et des relations entre les diverses communautés, car, si les négociations en vue d'un règlement définitif se déroulent dans une atmosphère troublée, elles n'auront aucune véritable chance de succès. La clé d'un règlement est entre les mains des parties directement intéressées.

21. La meilleure voie que pourra suivre la Commission sera d'approuver une résolution de procédure qui créera les conditions nécessaires aux négociations. Cette résolution devra en outre proposer un calendrier pour des négociations constructives et encourager les efforts dans le sens d'une solution acceptable pour les trois parties intéressées. Ce qu'il faut, c'est avancer peu à peu pour pouvoir établir un plan qui permettra aux populations de Chypre d'édifier un nouvel avenir sur la base d'une reconnaissance des faits inaltérables de l'histoire et de la géographie.

22. M. KANO (Nigéria) dit qu'il faut accepter, sans la moindre réserve, le fait que Chypre est un Etat souverain et indépendant avec tout ce que cela comporte au regard du droit international et de la Charte des Nations Unies. Le peuple chypriote doit, en conséquence, être libre de déterminer son avenir politique sans intervention étrangère d'aucune sorte et sans la moindre ingérence dans ses affaires intérieures. Il faut toutefois reconnaître qu'il y a, à Chypre, des problèmes sérieux qui doivent être résolus dès que possible — le principal étant de réconcilier les deux groupes ethniques de l'île afin qu'ils puissent vivre ensemble dans l'harmonie. La Nigéria estime que cette réconciliation est possible si, au lieu de se chercher un protecteur hors du pays, chaque groupe ethnique accepte la médiation des Nations Unies et leur présence dans l'île.

23. La délégation nigérienne a le plus profond respect pour les instruments internationaux et croit à l'inviolabilité des traités. Elle n'est cependant pas d'avis que les traités sont si sacro-saints qu'on ne puisse les reviser ou les négocier de nouveau s'ils se révèlent inapplicables. Les instruments internationaux relatifs à Chypre étaient peut-être appropriés aux circonstances qui existaient lors de leur signature, mais ils se sont depuis révélés inexécutables. Toutes les parties doivent donc, en toute bonne foi, entamer de nouvelles négociations sur la base de l'égalité internationale et du respect des principes de la Charte des Nations Unies. Il est, à cet égard, encourageant de noter que les intéressés semblent reconnaître la nécessité de négociations. L'alinéa c du paragraphe 1 et le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution (A/C.1/L.336/Rev.1) présenté par la Turquie parlent de la nécessité de rechercher, par voie de négociations, une solution concertée du problème. La délégation de la Nigéria est persuadée que, si l'on fait preuve de bonne volonté et d'esprit de compromis, une solution concertée pourra être trouvée.

24. C'est parce qu'elle a cette conviction que la Nigéria présente, avec d'autres délégations, le projet de résolution A/C.1/L.342/Rev.2 et Add.1 et 2. L'œuvre de médiation des Nations Unies mentionnée

dans le projet de résolution devrait aboutir à un règlement négocié et concerté, et à une solution durable des problèmes de Chypre. Dans cette question, la Nigéria n'a d'autre intérêt que le bonheur

et le bien-être futurs de tous les citoyens de Chypre, quelle que soit leur origine ethnique.

La séance est levée à 12 h 35.